



## **Réseau 'Acteurs Emergents'**

**Fondation de la Maison des Sciences de l'Homme,  
54 bd Raspail 75006 Paris**

*Avec le soutien et la collaboration de*

Laboratoire Interdisciplinaire "Economie et Société", Université Hassan II,  
Mohammedia-Casablanca

Caisse de Dépôt et de Gestion, Rabat,

Centre Jacques Berque, Rabat

Ecole Hassania des Travaux Publics, Casablanca.

Université de Pau et des Pays de l'Adour

Sociology of Education and Culture, Université d'Uppsala

### **Colloque international**

**Les mondes universitaires face aux logiques du  
marché : circulation des savoirs et pratiques  
des acteurs**

**Université Hassan II Mohammedia-Casablanca**

**Ecole Hassania des travaux Publics**

**Casablanca 19 et 20 juin 2009**

**RESUMES DES COMMUNICATIONS (en ordre  
alphabétique)**

**1. Juan-Angel AEDO GAJARDO, LAIOS – EHESS, Paris, France**

**À la croisée du savoir et du pouvoir. Anthropologie de l'émergence des think tanks au Chili**

L'incertitude historique qu'éprouvent les sociétés contemporaines concerne entre autres facteurs, l'émergence d'une nouvelle configuration globale du pouvoir, qui a trait aux tentatives multiples pour le gouverner ainsi qu'aux formes de sa légitimation et de sa mise en pratique. C'est l'observation de cette dernière configuration, conçue comme l'entrecroisement entre pouvoir et savoir, ce qui constitue le matériel de la présente étude. En particulier ce qui nous intéresse, c'est d'explorer les rapports entre l'expertise politique et l'émergence des think tanks au Chili. L'enquête s'articule autour de trois thèmes interconnectés :

- les conditions d'émergence et les modes de légitimation des think tanks
- la globalisation de l'expertise politique
- les rapports entre universités, think tanks et lobbies : le marché des idées

Ainsi tracée la problématique à étudier, on aurait tort de dédaigner l'interpénétration entre le pouvoir et le savoir, dont les relations réciproques marquent l'axe fondamental de cette enquête. Les idées circulent et se propagent aussi à mesure que les experts quittent un think tank pour intégrer une autre organisation publique ou privée : un autre think tank, un parti politique, un bureau de lobbying ou encore une université. Certains think tanks entretiennent des liens étroits avec les universités, ce qui permet de partager leurs idées auprès des enseignants et des étudiants dont certains seront les décideurs politiques de demain.

On s'attachera à explorer les relations de force qui déterminent les positions relatives des laboratoires d'idées. Nous verrons en conséquence comment sont configurées les positions qui autorisent les principaux think tanks du Chili à se construire un espace d'interlocution institutionnelle. Ce procédé comporte parallèlement une interrogation de base sur le caractère indissociable des lieux d'où agissent ces organisations et leurs activités de production de savoirs techniques et de « visions de monde » destinées à servir comme instruments pour l'exercice du pouvoir.

**2. Sophie BAVA, IRD/LPED, Manial, Le Caire, Egypte**

**Les étudiants africains d'Al Azhar au Caire : entre mobilité traditionnelle et nouveaux projets migratoires.**

Pôle historique de l'enseignement islamique, l'Université Al Azhar reste associée à une tradition de mobilité des élites musulmanes africaines. Aujourd'hui l'Université d'Al Azhar continue à recruter et à envoyer ses enseignants dans les instituts arabes en Afrique de l'Ouest. À la suite d'un concours, elle propose aux étudiants retenus une petite bourse, le logement et le couvert. La stratégie de recrutement de l'Université a pourtant évolué ces dernières années au vu notamment de la concurrence avec d'autres universités arabo-islamiques notamment dans les pays du Golfe. D'autre part les étudiants africains (plus d'un millier à Al Azhar) rencontrent de plus en plus de difficultés à obtenir rapidement leur licence et à trouver un emploi à leur retour en dehors de l'enseignement dans les Instituts arabes, pour ceux qui

rentrent bien entendu. Car venir étudier à Al Azhar c'est surtout l'occasion de pouvoir « sortir » de chez soi dans des conditions qui, à premier abord, semblent favorables. Les enquêtes que je mène depuis plusieurs années auprès des étudiants africains au Caire montrent que l'installation est de plus en plus fréquente et organisée. Nous évoquerons les projets et les trajectoires migratoires, les difficultés rencontrées par les étudiants (la langue, la discrimination dans et hors de l'Université, les problèmes économiques...), l'évolution des politiques migratoires, les stratégies développées par les universités (bourses, cursus, type d'enseignement et conditions pour les suivre...), pour tenter de comprendre ce qui encourage les installations de plus en plus longues des étudiants africains au Caire.

À travers l'exemple de l'Université d'Al Azhar et des étudiants originaires d'Afrique de l'Ouest, cette communication propose d'approfondir les liens entre l'enseignement religieux et la migration ainsi que la question de la labilité des frontières entre le statut d'étudiant migrant et de migrant tout court.

### **3. Ahmed BELKADI**

Université Ibn Zohr, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Agadir, Maroc

#### **Internationalisation du système de l'enseignement supérieur et politique d'accueil des étudiants étrangers au Maroc**

Le système de formation adopté par l'université marocaine, depuis sa création en 1957, s'était toujours inspiré dans son architecture, voire ses contenus, du système universitaire français. Cela s'explique par les relations très fortes entre les universités des deux pays, aussi bien sur le plan de la coopération maroco-française, qu'au niveau des relations directes entre certaines universités marocaines et françaises. En outre, les réformes et les politiques de réadaptation du système de formation universitaire marocain aux besoins du marché de l'emploi se sont toujours inspirées du système français. Et lors de la mise en place du nouveau système 'mondial' dit LMD, le Maroc a adopté la majeure partie de cette nouvelle structure pédagogique du système français issue du processus de Bologne, en s'ouvrant sur d'autres systèmes pour pouvoir internationaliser son système. Ce dernier, qui a été généralisé dans toutes les universités marocaines depuis 2003-2004, fait du Maroc un pays qui a pu respecter ses engagements vis-à-vis de ses partenaires européens. Ainsi, le Maroc se trouve dans un état avancé sur ce plan par rapport aux pays voisins et africains subsahariens, faisant de lui un exemple à suivre et une destination principale pour les étudiants sub-sahariens qui sollicitent une inscription à l'étranger.

En effet, parmi les trois cent mille étudiants de l'enseignement supérieur au Maroc, existent plus de dix mille étudiants étrangers, répartis entre les établissements publics et privés. Malgré cette présence encore limitée des étudiants étrangers au Maroc par rapport aux étudiants nationaux, soit entre 2% et 3% selon les années, leur effectif n'a pas cessé d'augmenter depuis plus de 10 ans, passant dès le début de cette décennie, de près de 5 000 étudiants à plus de 10 000 en 2007-2008. Cette communauté provient de 74 pays, dont 70% d'une quarantaine de pays africains. Ces étudiants ont accès au même titre que les nationaux à tous les cycles de formations et à toutes les filières et sont présents dans les différentes villes universitaires du pays.

Ils ont le droit eux aussi de bénéficier d'une bourse d'étude, dont le montant est nettement supérieur par rapport à celle octroyée aux étudiants marocains.

A la lumière de tout ceci, au moins deux questionnements majeurs s'imposent, à savoir :

- Cette présence de plus en plus importante des étudiants étrangers au Maroc s'explique-t-elle seulement par l'accès sélectif aux universités européennes ou aussi par le rôle géopolitique que jouent le Maroc et l'Algérie à cause des différends entre ces deux pays voisins? Ou encore par la généralisation du système LMD dans toutes les universités marocaines ?
- A l'instar de la Tunisie, le Maroc serait-il en train de passer du statut de pays d'émigration de ses étudiants à celui de pays d'immigration d'étudiants subsahariens et maghrébins... ? Ceci est-il le résultat de la politique d'accueil que le Maroc a adoptée dans le cadre de sa coopération en matière de formation en particulier, et dans le cadre de ses relations Sud-Sud en général, notamment avec les pays d'Afrique sub-saharienne?

#### 4. Yamina BETTAHAR

Nancy-Université (Institut national polytechnique de Lorraine)

**Des ingénieurs marocains diplômés des écoles d'ingénieurs françaises. Trajectoires et devenir professionnel face aux effets de la mondialisation et d'une économie dite « de la connaissance ».**

Le phénomène de mobilité estudiantine est un phénomène ancien, mais sans remonter aux périodes fondatrices, on peut considérer que le début du 20<sup>e</sup> siècle marque le départ d'une expansion sans précédent de la présence étrangère au sein des établissements d'enseignement supérieur des pays de l'Europe centrale et occidentale qui sont les principaux pays d'accueil.

En France, les travaux que nous menons depuis plusieurs années sur l'exemple du pôle scientifique nancéien et plus précisément sur la question de l'accueil des étudiants étrangers ont permis de mettre en évidence les transformations en ce qui concerne le mouvement de redistribution des flux d'étudiants étrangers.

La politique d'industrialisation et de modernisation des pays du Maghreb au lendemain de leur accession à l'indépendance a nécessité la formation des élites scientifiques et techniques autochtones. Le renouvellement des anciennes élites européennes de la période coloniale se traduit alors par une représentation numérique de plus en plus significative des étudiants issus du Maghreb au sein des écoles d'ingénieurs en France. C'est ainsi qu'à Nancy on a pu noter, sans doute en raison des liens privilégiés tissés au Maroc pendant la période du Protectorat sous Lyautey, la présence d'un certain nombre d'élèves marocains boursiers de l'État français.

La présence des élèves marocains dans une des plus anciennes écoles nancéiennes, l'ENSEM, en est l'illustration. Aujourd'hui, des tensions s'opèrent entre d'une part les transformations internes issues des politiques publiques et des dispositifs élaborés et mis en œuvre dans l'enseignement supérieur marocain et la formation des élites scientifiques et techniques ; d'autre part l'imposition du mythe d'une mondialisation

du marché de la formation des compétences et de l'internationalisation du marché du travail et enfin de la volonté des écoles d'ingénieurs françaises de s'ouvrir à l'international et d'attirer les meilleurs étudiants étrangers.

Prenant appui sur la formation et le devenir des ingénieurs marocains formés à Nancy, il s'agira, après en avoir présenté les grandes phases socio-historiques, d'analyser les transformations qui s'opèrent depuis quelques années en France et au Maroc au niveau des stratégies d'insertion professionnelle des diplômés marocains formés à Nancy en lien avec les évolutions du contexte international et les effets de la mondialisation.

### **5. Mikael BORJESSON, Dag BLANCK, Donald BROADY, Andreas MELLDAHL, Mikael PALME**

Université d'Uppsala, Suède

#### **À la recherche d'un capital transnational. Étudiants et chercheurs suédois aux États-Unis et en France**

Le transnational joue un rôle de plus en plus important dans l'enseignement supérieur suédois. Depuis 1989, le nombre d'étudiants suédois à l'étranger a été multiplié par dix. Les investissements faits à l'étranger constituent une condition d'accès aux différents champs du pouvoir et déterminent les chances d'y faire une carrière. Parallèlement, les cours, les programmes et les diplômes universitaires sont de plus en plus modelés sur des pratiques internationales. Face à l'importance donnée au transnational, tel qu'il est défini dans et par la concurrence entre les établissements universitaires, étrangers ainsi que suédois, les politiciens, les administrateurs, les enseignants, les chercheurs et les étudiants développent des stratégies différentes qui dépendent du volume et de la structure de leurs ressources. Ces stratégies sont étudiées dans le projet *Stratégies transnationales dans l'éducation supérieure* (voir [www.skeptron.uu.se/transnat.htm](http://www.skeptron.uu.se/transnat.htm)).

La contribution analysera l'exemple du rôle joué par les États Unis et la France dans le modelage de l'enseignement supérieur suédois et pour le développement des stratégies transnationales des différentes fractions de la classe dominante et des organisations. Ces deux pays ont été choisis en fonction de leur rôle traditionnellement important pour les étudiants, enseignants et chercheurs suédois. Occupant une position dominante sur le marché transnational de l'éducation et recevant plus d'étudiants et chercheurs suédois que les autres pays, les États-Unis, qui accueillent surtout des étudiants issus des fractions riches en capital économique, font contraste avec la France qui a une importance particulière pour la formation des élites des champs de production et circulation culturelle. Les échanges sont suscités par des initiatives de l'État, aussi bien que par les établissements universitaires, organisations et entreprises privées.

L'ouverture à l'international du système d'enseignement supérieur suédois permet de poser des questions relatives aux relations entre les différents systèmes nationaux d'éducation, l'État et les acteurs privés. Au fond des transformations se pose aussi la question de la création différée des marchés de l'enseignement supérieur à l'échelle globale.

6. **Leticia CANEDO**, Université de Campinas, Brésil, **et Afranio GARCIA**, CRBC/EHESS, Paris, **Ana Paula HEY**, USP, Brésil, **Robeto GRUN**, Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Sao Carlos.

### **L'implantation des doctorats au Brésil et le marché mondial de la coopération scientifique**

Prenant appui sur des études empiriques sur la genèse de plusieurs disciplines des « sciences humaines et sociales » (anthropologie sociale, sciences politiques, sciences de l'éducation, sociologie, psychologie, philosophie, théologie) et de savoirs d'Etat (droit, sciences économiques, management) au Brésil, la contribution porte sur la construction du système de formations doctorales au niveau national, les liens avec l'implantation et les modes de fonctionnement des agences publiques de financement à la recherche, les implications sur les modes de fonctionnement du champ du pouvoir et sur son inscription sur la scène internationale. Elle privilégie l'analyse de l'internationalisation croissante des marchés scientifiques et des malentendus suscités par l'apparence d'homogénéité des propos faisant usage d'un même langage codifié. La sociologie des échanges scientifiques internationaux semble constituer un puissant révélateur des disputes et des enjeux de pouvoir qui traversent l'expansion de la formation à la recherche de haut niveau à l'échelle proprement mondiale.

Après avoir examiné la mise en place des formations doctorales, le financement des séjours internationaux des boursiers brésiliens et les transformations des formes de sélection des candidats au départ, l'étude se concentre sur la compétition entre agences publiques brésiliennes, les agences internationales, dites philanthropiques, comme la Fondation Ford et les programmes de coopération scientifique mis en place par des puissances européennes. Finalement, elle se penche sur les carrières professionnelles et intellectuelles des anciens boursiers pour comprendre leur contribution à la diversification du champ du pouvoir national et à la redéfinition des liens internationaux dans lesquels il s'inscrit.

L'enquête collective a porté sur une des principales conditions de l'accès aux carrières scientifiques ou politiques au Brésil, c'est-à-dire l'octroi des bourses d'études par les agences publiques de soutien à la recherche: le CNPq, la CAPES et la FAPESP. Notre hypothèse plus globale est que l'action de l'Etat national, par le biais de sa politique de financement de la formation de jeunes chercheurs, a changé la composition des groupes sociaux circulant internationalement et transformé les modes de sélection des savants et des élites dirigeantes.

### **7. Sonia DAYAN-HERZBRUN**

Université Paris Diderot-Paris 7

#### **Genre et nouveaux défis épistémologiques**

Dans une interview accordée au *Monde* en octobre 2008, Immanuel Wallerstein constatait que « la crise que nous vivons correspond aussi à la fin d'un cycle politique, celui de l'hégémonie américaine ». Il ajoutait : « Les États-Unis resteront un acteur important, mais ils ne pourront plus jamais reconquérir leur position dominante face à la multiplication des centres de pouvoir, avec l'Europe occidentale,

la Chine, le Brésil, l'Inde. » Se pose alors la question des effets de cette nouvelle mondialisation multipolaire sur la production des savoirs. Depuis les années 1980 on a assisté, surtout dans les pays anglophones, à une véritable déconstruction des modes de connaissance liés à l'impérialisme, avec les courants issus des études post-coloniales et subalternes et avec les « *cultural studies* ». Loin d'aboutir au relativisme, cette démarche semble plutôt conduire à une réélaboration de l'universel et à un véritable effort de réciprocité des perspectives : les concepts venus du « Nord » (ou de l'« Ouest ») sont ainsi rejetés ou réappropriés, souvent repensés et confrontés à de nouvelles pratiques (en particulier celles liées aux nouveaux médias mais aussi à un investissement politique de la littérature). On voudrait analyser cette situation nouvelle à partir de travaux venant de et portant sur des femmes originaires du continent africain et du monde arabe en montrant la tension Nord/Sud qui se joue tant au niveau des moyens de diffusion des savoirs élaborés qu'à ceux des lieux de légitimation. On s'intéressera plus particulièrement au cas du Nigéria et de l'Arabie Saoudite.

### 8. Elieth EYEBIYI

Ecole Doctorale Pluridisciplinaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

#### **Mondialisation, savoirs et marché : Le privé est-il à la rescousse du public au Bénin?**

La crise des systèmes éducatifs observés dans les années 1990 a permis la naissance des premières écoles privées au Bénin. Deux décennies plus tard, dans une situation avérée de manque pour la population et d'incapacité pour les politiques publiques à gérer le flux des scolarisés avec des moyens insuffisants, on assiste à une recrudescence des écoles, centres de formation professionnelle et universités privées. Les grèves répétées au sein de l'enseignement public, les rapports tendus entre Etat central et syndicats enseignants sont quelques facteurs explicatifs du phénomène. Or, les nouvelles universités privées, inscrites dans des logiques économiques mercantiles pratiquent des tarifs difficiles d'accès au commun des populations et bien souvent, développent leurs propres normes : calendrier scolaire légèrement différent du calendrier officiel, utilisation d'un personnel peu qualifié, attraction massive du personnel qualifié du secteur public, établissement de partenariats avec des institutions étrangères et délivrance de diplômes dont la reconnaissance pose quelquefois problème.

Mon propos s'attachera à examiner comment en mettant en œuvre la logique du marché dans un contexte de mondialisation, les acteurs instituent des écarts d'avec les normes officielles et comment leurs normes pratiques permettent la création de savoirs privés à côté de savoirs publics et la multiplication au sein du système d'enseignement au Bénin, des échelles et des niveaux entre sphère publique et privée.

### 9. Etienne GÉRARD, IRD, Mexico

#### **Entre pôles de connaissance et chaînes de savoir : facteurs et impacts de la mobilité internationale académique dans la structuration du champ scientifique. Analyse à partir des sciences humaines et sociales mexicaines**

À la faveur d'une certaine "massification" de l'enseignement supérieur au Mexique dans les années 70-80, les formations des futurs enseignants et chercheurs se sont fortement externalisées. À l'analyse, cette mobilité pour études — poursuivie par une mobilité académique et scientifique entretenue par des conventions entre universités et centres de recherches mexicains et étrangers — s'est déployée en direction de pôles de mobilité, européens et américains, particuliers, qui ont peu à peu "agrégé" les étudiants mexicains de 3<sup>e</sup> cycle. Dans le cas des sciences humaines par exemple, ces pôles — constitués principalement en France et aux Etats-Unis — apparaissent comme des "pôles de connaissance", dès lors que s'y sont dirigés des étudiants mexicains soucieux d'y acquérir le savoir d'un enseignant ayant "fait école". Consécutivement, ces formations ont enclenché un double processus : celui de la formation de nouvelles générations d'intellectuels d'une part, celui de la constitution, au Mexique, de pôles de connaissances particulières, européennes ou américaines. À la lecture du premier processus, des "chaînes de savoir", entre pôles étrangers et mexicains de recherche, peuvent être identifiées et analysées. Le second processus permet, lui, de discerner les impacts de la mobilité académique et de ces "chaînes de savoir" dans la structuration et la diversification du champ scientifique mexicain. C'est à l'exposé de ces différents processus et logiques de production de connaissances — dans le cas particulier des sciences humaines et sociales mexicaines — que sera consacrée cette communication.

### 10. Mihai Dinu GHEORGHIU

Centre de sociologie européenne- MSH Paris/ Université Al. I. Cuza Iasi, Roumanie

#### **Les avatars de l'excellence. La formation des élites universitaires roumaines à l'épreuve de la construction européenne.**

A partir des résultats d'une première enquête réalisée en 2002-2003 à Berlin, Bucarest et Sofia sur des centres d'excellence en sciences sociales et humaines, complétés par ceux d'une enquête en cours sur les « masters européens » dans les universités roumaines, la communication propose une analyse des stratégies institutionnelles et individuelles qui ont participé à l'intégration de l'espace académique roumain dans le marché européen de l'éducation. La mobilité des élites universitaires a devancé et préparé le processus politique de l'élargissement de l'UE, tout en facilitant des réformes internes, et en repositionnant les institutions et les acteurs en fonction de nouveaux critères d'excellence. C'est dans le même cadre que les transformations des sciences sociales pendant la période de « transition » ont fait l'objet d'évaluations préfigurant l'émergence d'un nouvel « espace européen de la recherche » (*European Research Area*). L'apparition de filières européennes d'études en master ou en doctorat, dont la fonction initiale était celle d'un régulateur des échanges entre les universités nationales et les grandes universités européennes, a contribué en même temps à la constitution d'un champ de l'expertise sur l'Europe



Centrale et de l'Est, où quelques structures ont servi de modèle. Par ailleurs, la compétition accrue entre établissements publics et privés pour l'accès aux réseaux européens et aux fonds qui leur sont associés a creusé un décalage par rapport au marché intérieur de l'éducation.

Les principales propriétés d'un corps pluriprofessionnel multinational (enseignants chercheurs d'instituts publics ou privés, doctorants et autres jeunes chercheurs « post-doc », experts ou consultants sous-traitant certaines opérations de recherche, représentants d'institutions publiques ou d'entreprises privées, bénéficiaires directs des recherches, *end-users*, *policy-makers*) seront analysées. Les membres de ce corps partagent un certain nombre de valeurs et d'expériences communes, comme celles de l'appartenance à des réseaux récents et temporaires, où la vocation européenne est associée au sentiment d'appartenance à une élite. La socialisation intellectuelle et professionnelle dans un cadre international, l'adhésion réfléchie à des normes et des valeurs constituent une culture politique commune et un marqueur d'identité fort pour cette catégorie.

## 11. Pascale GRUSON

Institut Marcel Mauss/CEMS/EHESS/CNRS, Paris

### **Internationalisation de l'enseignement du management 1970-2000**

La demande d'enseignement supérieur, celle qui émane du monde économique plongé dans la complexité de la mondialisation, a créé un certain bouleversement des règles de gouvernance en usage dans les établissements d'enseignement supérieur. L'efficacité de ces établissements ne cesse d'être évaluée, l'évaluation (une certaine forme d'évaluation) étant le sésame du financement. Ce fait a entraîné des reconfigurations de l'offre d'enseignement supérieur. Les formations les plus en vue sont des formations professionnelles touchant aux marchés financiers, à la biologie, au management et aux règles de bonne gouvernance.

On se propose ici de considérer le développement des *schools of management/Business schools/* Grandes écoles commerciales dans les années 1970-2000.

Jusque dans les années 1970, la formation au management et au commerce relevait de demandes nationales, les besoins nationaux étant recensés et évalués par les chambres de commerce. Mais la montée en puissance des entreprises multinationales, suivie de différentes dérégulations, a provoqué une transformation profonde des formations afférentes

A partir des années 1970, des réformes de l'enseignement de la gestion sont engagées dans les pays d'Europe au Proche Orient, en Amérique Latine. Il faut alors remarquer que ces réformes privilégient plus particulièrement le modèle de la *Harvard Business School*. On se propose entre autres de considérer pourquoi le modèle de la *Harvard Business School* s'est mieux « vendu » que d'autres (par exemple celui de la *Sloane School of Management* du MIT, celui de la *Wharton School of Finance* de Philadelphie). Il faudra esquisser une définition de ces modèles. Il faudra considérer les modes d'enseignement du management dans les pays qui ont

adopté un modèle proche de celui de la *Harvard Business School*, ainsi que le poids de cet enseignement dans l'offre générale d'enseignement supérieur.

### **12. Abdoulaye GUEYE**

University of Ottawa

#### **La contribution des chercheurs africains expatriés dans la recherche scientifique en Afrique.**

L'Afrique est confrontée à deux problèmes majeurs depuis quelques décennies. Le premier est qu'elle subit de plein fouet la crise économique et, par conséquent, voit s'éloigner de plus en plus ses espoirs de développement. Esprit sur lequel avait été fondée toute la lutte pour l'indépendance au cours des années 1950. Le deuxième problème non moins crucial est qu'elle se vide à un rythme soutenu de ses acteurs économiques et politiques les plus aptes à assurer ce développement ; ainsi le continent compte des dizaines de milliers de professeurs et chercheurs titulaires d'un doctorat dans les établissements d'enseignement post-secondaire des pays industrialisés du Nord.

L'appariement de ces deux problèmes est très fréquent dans la littérature en sciences sociales consacrée au développement. Dans la perspective marxiste et tiers-mondiste, en particulier, une théorie fort diffusée suppose que la migration des scientifiques africains vers les pays développés obère définitivement les chances du continent de se développer, puisque le développement d'un pays repose en particulier sur les agents modernisateurs dont les scientifiques constituent le prototype par excellence.

S'appuyant sur les données d'une enquête empirique – inachevée – menée à la fois en Amérique du Nord (Canada et États-Unis), en France et au Sénégal, la présente communication entend évaluer le degré et le sens de la contribution scientifique des universitaires de l'Afrique subsaharienne installés en Amérique du Nord et France dans les institutions de recherche en Afrique.

### **13. Mustapha HADDAB**

Université d'Alger, Algérie

#### **Le système d'enseignement algérien, ouverture voulue et /ou ouverture subie au monde extérieur**

Les principes sur lesquels s'est construit le système éducatif algérien depuis l'indépendance ont longtemps relevé et continuent dans une certaine mesure de relever d'une vision nationaliste - « natio-centriste » serait-on tenté de dire- de la gestion politico-culturelle et socio économique du pays. Ainsi en a-t-il été de l'application de l'obligation scolaire de 6 à 8 ans, de la volonté de faire prédominer l'enseignement scientifique sur l'enseignement littéraire, de l'ensemble des mesures ayant abouti à l'arabisation de la totalité des enseignements des cycles primaire, moyen et secondaire , et d'une partie importante de l'enseignement supérieur, etc.

Ce « natio-centrisme » a toutefois vite connu ses limites liées au recours par les gestionnaires du système à des modèles organisationnels et pédagogiques inspirés d'expériences étrangères ou directement transposées de divers pays (système de

l'Ecole Fondamentale, pédagogie par objectifs, puis pédagogie par les compétences, ou, pour l'enseignement supérieur, LMD, etc.). La perte de crédit, observable aujourd'hui dans de larges couches sociales, de la politique d'arabisation, est liée à la plus grande ouverture de l'Algérie à l'économie mondiale et aux mass-media internationaux, etc. La tendance à l'expatriation d'un nombre important de diplômés universitaires constitue aussi un des signes de l'ouverture de l'enseignement supérieur vers le monde extérieur, en l'occurrence à ses dépens.

#### **14. Claire HAZOUME**

Université Paris 7 Diderot, SEDET

##### **Enseignement supérieur et société de la connaissance en Inde : l'exemple de la ville universitaire de Pune**

Avec l'avènement de la société de la connaissance, les parcours dans l'enseignement supérieur se sont internationalisés. Dans la cartographie des espaces possibles, on note une position particulière de l'Inde, grâce notamment à Pune. Cette agglomération de 5 millions d'habitants située à 160 kilomètres au Sud-Est de Mumbai, accueille de 40 à 50 % des étudiants étrangers en Inde (soit environ 10 000 des 20 000 étudiants étrangers). S'ils partagent tous le même objet, qu'est l'enseignement supérieur indien, étudiants étrangers et indiens n'en ont pas la même vision, et leurs trajectoires académiques sont motivées par des stratégies différentes. Au sein même des étudiants étrangers les itinéraires varient. D'une part les étudiants issus des nations des « Suds » (Afrique Orientale, Moyen Orient) choisissent par pragmatisme l'Inde, car c'est une opportunité d'avoir accès à un enseignement supérieur meilleur que dans leurs pays d'origine, à un coût moindre et avec un accès plus facile qu'en Europe. Ils s'inscrivent pour la plupart dans des filières professionnelles (Informatique, Gestion, Droit). D'autre part les étudiants occidentaux. Ils bénéficient dans leur pays d'origine d'infrastructures académiques de qualité, mais sont à la recherche d'exotisme et d'expérience de vie. Les cursus qu'ils choisissent sont révélateurs de cette tendance : il s'agit de matières qui permettant d'étudier la civilisation indienne (Indologie, Anthropologie, Médecine ayurvédique). Les regards de ces étudiants étrangers sont révélateurs du regard que porte le monde, sur l'Inde émergente dans le contexte socio - politico - économique actuel.

#### **15. Abel KOUVOUAMA et Frédéric BIDOUZE**

Université de Pau et des Pays de l'Adour

##### **Les savoirs scientifiques et les contraintes de la globalisation**

Dans le contexte actuel de la globalisation économique et de l'intensification des logiques marchandes, les savoirs scientifiques sont plus que jamais confrontés à la concurrence des systèmes variés de production des connaissances, de circulation des savoirs et de délivrance des diplômes, notamment des systèmes américains et européens. Les individus en quête de savoir et de diplômes sont tentés par la mobilité, la recherche d'une reconnaissance internationale et d'une meilleure certification. La prééminence des systèmes universitaires américains et européens sur les systèmes nationaux pose des problèmes réels sur la cohabitation inégale de ces différentes

logiques universitaires. On s'appuiera sur les données d'enquêtes de l'observatoire des étudiants au sein de l'Université de Pau pour en analyser les effets sociaux auprès des étudiants américains, asiatiques, africains et européens.

#### **16. Michèle LECLERC-OLIVE**

IRIS, EHESS-CNRS, Paris

#### **Mathématiques financières, éthique et centralités. Quelques réflexions à partir des parcours d'étudiants asiatiques à l'étranger**

Notre économie globalisée semble reposer principalement aujourd'hui sur les activités financières qui ont mis en circulation des produits dérivés dont la volatilité peut mettre en péril les conditions d'existence de millions de personnes. Les pays émergents sont souvent considérés comme les « ateliers » du monde, entretenant l'idée que le « centre » de cette économie reste au cœur des pays occidentaux. En témoignaient notamment les parcours biographiques des étudiants originaires de ces pays, qui, pour beaucoup, s'installaient dans les pays où ils avaient fait leurs études. C'est même cette constatation qui vient de conduire l'Algérie à supprimer les bourses accordées à ses meilleurs étudiants pour faire leurs études à l'étranger. Cependant, cette tendance ancienne semble s'inverser. Les étudiants chinois, par exemple, sont de plus en plus nombreux à rentrer en Chine à l'issue de leurs études aux Etats-Unis, y compris les experts en mathématiques financières. Dans ces disciplines centrales pour notre système économique, les professeurs des universités chinoises sont formés eux-mêmes dans les plus prestigieuses universités du classement de Shanghai, exceptionnellement en France. Par ailleurs, l'avancée de ces disciplines – les mathématiques financières – dont les hypothèses anthropologiques de base ne semblent pas remises en question aujourd'hui malgré la crise actuelle, sont aujourd'hui le plus souvent le fait de chercheurs asiatiques.

Cet apparent décentrement géographique de l'excellence scientifique peut-il constituer en même temps une alternative « éthique » aux logiques financières où les marchés de produits dérivés ont échappé à toute forme de régulation ? D'où parlent les tenants d'un « clean business » ?

Cette communication, à partir des données disponibles, proposera une réflexion exploratoire sur les enjeux politiques, éthiques et scientifiques de ces évolutions dont les itinéraires biographiques et professionnels d'étudiants et de chercheurs sont révélateurs.

#### **17. Muriel LEFEBVRE**

LERASS, Université Toulouse 1

#### **Les circuits de diffusion et de validation des savoirs dans un contexte de mondialisation de la recherche : analyse d'une revue scientifique électronique en libre accès**

Depuis une vingtaine d'année, l'édition de la recherche scientifique, qui représente un secteur économique particulièrement rentable, a connu un important phénomène de concentration, avec notamment l'essor des grands groupes internationaux comme Elsevier ou Springer-Kluwer. Ces grands éditeurs ont profité du marché captif que

représentait la recherche pour augmenter considérablement le prix de leurs abonnements limitant ainsi l'accès des petites universités et des plus pauvres aux résultats de la recherche. Aujourd'hui, les chercheurs se trouvent dans la situation paradoxale de devoir payer (souvent très cher) pour accéder aux connaissances qu'ils ont produites et évaluées, ce qui va à l'encontre des valeurs revendiquées par la communauté scientifique. Dans ce contexte de crise des revues scientifiques, plusieurs nouveaux modèles de publications dits « en accès libre » ont été développés par la communauté scientifique pour contourner la mainmise des grands éditeurs commerciaux. C'est le cas des archives ouvertes et des revues électroniques qui ont été mises en place par des chercheurs militants pour un accès libre de tous aux résultats de la recherche.

Dans cette communication, nous étudierons l'origine et le fonctionnement de l'une de ces nouvelles revues, la revue européenne *Atmospheric Chemistry and Physics*, créée en 2001 et qui propose un dispositif de circulation et de validation des connaissances basé sur la participation de l'ensemble de la communauté scientifique. Nous montrerons en quoi ce système, s'il s'apparente à une forme de « démocratie participative », s'il donne un accès libre et permanent aux savoirs publiés, ne permet pas pour autant à tous les chercheurs de valoriser leurs recherches, dans un contexte où pourtant l'évaluation des chercheurs mais également celle de leurs institutions se fait de plus en plus sur la base du nombre d'articles publiés.

### **18.Sabrina MARCHANDISE**

MTE, Université Paul Valéry, Montpellier III

#### **Vers une adaptation des pratiques de mobilité étudiante maghrébine aux logiques du marché ?**

La présence des étudiants maghrébins en France peut se saisir comme un fait historique dans le cadre des liens entretenus entre la France et les pays du Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie). Toutefois, le traitement des étudiants maghrébins a évolué pour passer d'une coopération culturelle et scientifique privilégiée à une logique de compétitivité et d'excellence, modifiant ainsi leur accueil et leur orientation.

Dans le même temps, nous assistons à une européanisation croissante du public universitaire étranger en France par une recomposition de la migration étudiante autour du modèle du marché européen.

Le propos est centré sur la place qu'occupent les migrations étudiantes maghrébines au sein de ce système universitaire. Peut-on considérer qu'un bouleversement des logiques traditionnelles de circulation s'opère actuellement par une nouvelle logique de mobilité étudiante dans une perspective plus rentable ? Il s'agit de saisir l'évolution des pratiques et stratégies par la mise en perspective des orientations géographiques et disciplinaires des étudiants.

Plusieurs échelles pourront rendre compte des évolutions des migrations étudiantes maghrébines. La présentation s'appuie sur différentes sources de données, depuis les données du Ministère de l'éducation nationale jusqu'aux résultats d'une enquête locale à Montpellier.

### **19.Sylvie MAZZELLA**

CNRS- LAMES, MMSH, Aix-en-Provence

#### **Le Maghreb dans la construction d'un marché international de l'enseignement supérieur privé**

Depuis le début des années 2000, on assiste en Tunisie mais aussi au Maroc et au Machrek (Syrie, Liban, Egypte, Jordanie) au développement des établissements privés d'enseignement supérieur. A la différence d'instituts privés plus anciens qui proposent des formations professionnelles courtes pour non bacheliers, ou des instituts privés de l'enseignement supérieur dont les diplômes ne sont pas reconnus par l'Etat, ces établissements supérieurs privés nationaux délivrent aux étudiants bacheliers des diplômes universitaires agréés par l'Etat, et tendent à les faire reconnaître sur le marché international. Conjointement, se mettent plus récemment en place les conditions (législatives, bancaires) nécessaires à l'implantation de nouvelles universités étrangères délocalisées au Maghreb.

La contribution s'inscrit dans le champ de recherche sur la mondialisation de l'enseignement supérieur et la migration qualifiée. Elle analyse la création d'un secteur universitaire privé au Maghreb en cours de consolidation et de légitimation, destiné à modifier en profondeur le service d'enseignement supérieur. C'est un phénomène certes marginal au regard de l'enseignement public mais en pleine expansion et qui prend différentes formes suivant le contexte national des pays du Maghreb.

La communication se concentrera sur les situations tunisiennes et marocaines, particulièrement concernées par ce processus. Après une première analyse sur l'interdépendance d'acteurs privés et publics, et les implications différentes des Etats dans un contexte de libéralisation, il s'agira de souligner l'enjeu de légitimation des établissements supérieurs privés nationaux, en le situant dans la continuité des réformes des années 1990 et dans un contexte concurrentiel d'accueil d'universités étrangères. Enfin, la dernière partie revient sur la contribution active du secteur privé à un espace universitaire Sud-Sud – en direction des pays de l'Afrique francophone – et Sud-Nord, en direction de la France en particulier, avec laquelle les pays du Maghreb renégocient sa présence et son statut d'ancien pays colonisateur devenu partenaire économique.

### **20.Kamal MELLAKH**

Département de sociologie, FLSH Université Hassan II Mohammeda, Casablanca

#### **Enseignement supérieur, formation des cadres techniques et transition libérale au Maroc**

Dans le système d'enseignement supérieur marocain, les grandes écoles nationales de formation des cadres techniques (particulièrement les écoles publiques de formation des ingénieurs) se sont progressivement imposées comme des espaces d'excellence scolaire. Elles ont occupé une place centrale dans le système national d'enseignement explicitement centré sur l'organisation de la formation des cadres qui s'est rapidement instituée comme un monopole de l'Etat. Au cours des quatre dernières

décennies, une politique volontariste d'investissement dans le champ de la formation des cadres techniques s'est consolidée à travers une stratégie fondée sur la décentralisation des pôles de formation et la diversification des filières d'étude.

Aujourd'hui, l'échec du modèle développementaliste et les exigences de la transition libérale influencent fortement le statut des écoles publiques de formation des cadres techniques. Ces écoles se trouvent confrontées à une accélération du processus de recomposition du champ de la formation et de l'emploi des cadres selon des nouvelles valeurs scolaires, professionnelles et sociales. C'est ainsi que l'enseignement supérieur technique paraît, de plus en plus au Maroc comme un des secteurs de système éducatif qui a subi de plein fouet les effets de la libéralisation. Des changements profonds se sont opérés au niveau de la formation des cadres techniques autant sur le plan de l'organisation de l'offre scolaire que sur celui de la demande sociale d'éducation. Les exigences de la libéralisation économique ont rendu nécessaire la rénovation de la formation des cadres techniques. Ce besoin de rénovation de la formation supérieure technique a été amplifié par l'apparition de nombreux chantiers de réforme ouverts aussi bien sur le plan économique que technologique (programme mise à niveau de l'entreprise, plan émergence pour l'industrie, offshoring...). Dans les années 2000, l'économie marocaine est plus que jamais confrontée à un ensemble de défis liés aux exigences de son intégration dans le marché mondial. Les impératifs d'accroître la compétitivité des entreprises et d'accompagner la privatisation et les restructurations technologiques et industrielles exigent, autant pour les acteurs publics que privés, le développement et la mise à niveau des ressources humaines. Ce nouveau contexte ne manque pas d'avoir une incidence directe sur les politiques de formation dans le domaine technique et rend, plus que jamais, à l'ordre du jour la question de la re-définition de l'enseignement supérieur technique selon des nouvelles valeurs économiques, politiques et sociales.

Notre communication ne cherche pas à décrire les réformes éducatives successives qu'a connues le Maroc depuis l'indépendance. Une abondante littérature, souvent critique, existe à ce sujet. Nous ciblerons plus le segment de l'enseignement supérieur à caractère technique pour comprendre sa construction historique et ses recompositions actuelles à la lumière de l'affirmation du modèle libéral. Nous supposons que les recompositions de la place de la technologie et de l'ingénierie dans le système national de formation des cadres s'inscrivent dans les nouvelles dynamiques économiques et sociales imposées par le contexte de la globalisation et de la libéralisation. Le programme « formation de 10 000 ingénieurs à l'horizon de 2010 » en est une parfaite illustration.

## **21. Boubacar NIANE**

UCAD/FASTEF, Dakar

### **Les EPES au Sénégal et la constitution d'un pôle ouest africain de formation supérieure privée**

L'insertion dans un réseau serait-elle le signe et le repère d'une appropriation des formes et figures d'une internationalisation porteuse d'efficacité ? A partir de l'étude de plusieurs établissements privés d'enseignement supérieur (EPES) au Sénégal, la

communication tente de répondre à cette question centrale dans un contexte marqué d'une part par l'émergence d'un enseignement transfrontalier revendiqué et pratiqué par des institutions de pays d'Europe occidentale et du continent américain, d'autre part par un relatif déclassement ou 'essoufflement' de l'université publique confrontée à des crises récurrentes. Entre autres, il s'agit i) d'interroger et d'analyser le processus de circulation des postures et savoirs les plus recherchés non seulement au niveau international, mais en particulier dans l'espace ouest-africain, ii) d'identifier les formes et médiations d'interconnexion, de reconnaissance et d'affinités mises en œuvre par les principaux acteurs (établissements et promoteurs notamment) dans l'espace concerné, iii) d'apprécier les plus values socioprofessionnelles que peut générer la mobilité transfrontalière des étudiants et enseignants de ces EPES. La démarche empirique retenue s'appuie sur trois principales sources de documentation et de données : sites web - encarts publicitaires des établissements concernés – entretiens avec des promoteurs, responsables, enseignants, auditeurs d'EPES.

## **22. Janvier ONANA**

Université de Douala

### **La production des savoirs politiques légitimes dans l'Afrique contemporaine : entre expertise savante et ingénieries pratiques**

Par une réception quelque peu objectiviste de la division établie par Max Weber, distinguant le métier de politique de celui de savant, on pourrait tenir que l'univers savant constitue l'unique cadre légitime de la production des savoirs « objectifs » sur le 'politique'. Reconduisant alors au moins implicitement la prétention que le savant affecte de nourrir quant au caractère distinctif du régime de savoir qui est le sien, cela reviendrait à postuler qu'existe, sur le politique, une différence essentielle entre les opinions de politique pratique sur la politique, et les opinions savantes. Ce serait une manière au moins insidieuse de disqualifier les savoirs réputés 'ordinaires', que renforcerait aisément la croyance socialement établie quant à la charge valorisante du titre de science. Il faut pourtant se rendre à l'évidence que, non seulement la science politique en chaire n'a pas le monopole de l'intérêt pour les questions politiques, mais aussi, les savoirs qu'elle produit et diffuse entrent de plus en plus en concurrence avec des corpus d'opinions s'autorisant d'autres registres de légitimité, notamment, l'expertise et l'ingénierie politiques. Telle est l'une des leçons qu'il est donné de tirer d'une observation attentive des logiques et des modalités de production du débat sur la démocratie dans l'Afrique d'aujourd'hui. Sous l'emprise d'une demande sociale d'expertise politique alimentée par les contraintes de la compétition démocratique, agents de la "société civile", experts légitimement constitués ou auto-proclamés, et bien sûr, politistes professionnels travaillent, en collaboration ou en concurrence, à la production des concepts, des grammaires et des significations autorisés sur les phénomènes politiques. Il n'est d'ailleurs pas rare qu'en le même individu cohabitent le savant et l'expert. En de telles circonstances, le principe de légitimité / légitimation des savoirs politiques peut-il continuer d'être établi sur la présomption wébérienne d'une différence essentielle entre le savant et le politique ?



Telle est la question centrale qu'on voudrait avoir à charge d'examiner, en prenant comme terrain d'observation les instances et modalités d'engagement politique de la "société civile" dans le débat démocratique au Cameroun.

### **23.Sophie ORANGE**

Groupe de Recherche et d'Etudes Sociologiques du Centre-Ouest (GRESO),  
Université de Poitiers

#### **Les Sections de Techniciens Supérieurs en France face à l'impératif de mobilité : les contradictions d'un recrutement**

L'harmonisation européenne des diplômes et la mondialisation des savoirs ont institué la « mobilité » des étudiants en nouvelle « norme d'excellence scolaire » (Schultheis, Roca i Escoda & Cousin, 2008). Or, dans un tel contexte, les ressources ne semblent pas également partagées entre les étudiants. Dans le cadre français, les étudiants des sections de techniciens supérieurs (STS), formations professionnalisantes en deux ans après le baccalauréat, situées au sein d'établissements secondaires et à la marge des pôles universitaires, ne jouent pas à armes égales avec leurs homologues de l'université.

D'abord, le recrutement très local de ces formations ne prépare ni n'encourage les bacheliers au déplacement et à la rupture avec leur milieu d'origine. Ensuite, les programmes d'échange tels qu'ERASMUS ne sont pas offerts à tous ces étudiants « à part », et rares sont les établissements secondaires qui les proposent. Ainsi, si ces formations facilitent l'accès au supérieur des bacheliers les plus modestes en leur permettant de « vivre le supérieur à la maison » (Beaud, 2002), elles tendent dans le même temps à construire des étudiants sédentaires.

En nous appuyant sur une enquête ethnographique menée au sein d'un établissement proposant cinq STS (observations des commissions de sélection, des inscriptions et de la rentrée) ainsi que sur une enquête statistique en cours sur une population de 1 000 étudiants représentatifs de la région Poitou-Charentes, nous montrerons comment la structure scolaire de ces formations, leur positionnement dans le prolongement-même du lycée et leur recrutement fortement local ont tendance à contenir, voire à fixer une population – des bacheliers essentiellement d'origine populaire – dont la tendance à la mobilité est déjà faible, et comment, dans le même temps, les enseignants et les partenaires économiques peuvent regretter le manque d'« *esprit voyageur* » de ces étudiants dans la recherche de stages notamment, ou encore dans leur insertion professionnelle à l'issue du diplôme.

### **24.Andrea REA et Marie GODIN**

METICES-Université Libre de Bruxelles

#### **Nouvelles logiques migratoires et de mobilité des étudiants étrangers en Belgique**

Depuis leur entrée dans la compétition internationale, les universités belges connaissent un changement dans la composition de la population des étudiants étrangers. Cette communication présentera les résultats d'une recherche récente sur les étudiants étrangers en Belgique (1995-2007). L'analyse repose sur des données

quantitatives et qualitatives pour l'ensemble de la Belgique où des oppositions apparaissent entre les deux communautés linguistiques. Elle présentera l'évolution comparée des cinq nationalités d'étudiants étrangers les plus représentées (Marocains, Congolais, Camerounais, Chinois, Américains).

La migration étudiante est soumise à une double différenciation. La première tient à l'accroissement du nombre d'étudiants étrangers ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'OCDE. Cette migration étudiante s'apparente davantage à une mobilité, de courte durée, d'un cursus débutant et se terminant dans le pays d'origine. L'accroissement du nombre de ces étudiants étrangers se fait au détriment des migrations étudiantes traditionnelles provenant des pays du Sud ou en voie de développement. La deuxième différenciation porte sur la concurrence entre les étudiants provenant des pays en voie de développement. La migration étudiante traditionnelle inscrite dans le cadre de programmes de coopération tend à diminuer en nombre et se déplace vers le cycle de spécialisation (Masters et doctorats) au détriment du premier cycle (Bacheliers). La marchandisation de l'offre universitaire conduit les universités belges à développer des accords bilatéraux produisant une fragmentation de l'offre et réduisant l'accès des étudiants ne disposant pas de ressources financières suffisantes. La perspective sécuritaire inhérente aux politiques migratoires contemporaines en Belgique contamine la migration étudiante ; en témoignent l'accroissement des conditions d'accès pour les étudiants étrangers (sources de revenus, obtention du visa, etc.) ainsi que la généralisation de la suspicion du projet d'étude en fonction de l'origine nationale des étudiants étrangers. En retour, et paradoxalement, les dimensions restrictives de la politique de migration étudiante tendent à réduire les opportunités de retour au pays d'origine, contrecarrant de la sorte, les effets attendus, en termes de coopération et de développement, de la migration étudiante des pays du Sud.

## **25. Grazia SCARFO GHELLAB**

Ecole Hassania des Travaux Publics, Casablanca, Maroc

### **Les ingénieurs marocains : nouvelles stratégies de formation de ce groupe socioprofessionnel dans un contexte historique de mondialisation.**

Mon étude sur les ingénieurs marocains et en particulier les résultats du dernier travail de terrain - qui est encore en cours - montrent que les bacheliers marocains s'orientent vers les formations d'ingénieurs de base et, une fois obtenu le diplôme, vers d'autres types de formations (scientifico-techniques, en management, etc.) selon le milieu social d'appartenance, l'école d'ingénieur d'origine, mais aussi la filière de formation et le sexe – et en font un certain usage socioprofessionnel.

Ces formations se font sur le territoire national comme à l'étranger. En ce qui concerne l'étranger, la France s'affirme encore comme pays d'accueil. Cependant, il existe désormais un plus ample et diversifié terrain d'atterrissage pour les Marocains qui veulent se former à l'étranger : à côté de la France, nous comptons le Canada (Québec en particulier), les USA. Il est légitime alors de se demander d'une part si la hiérarchie des pays, en tant que pays importateurs d'ingénieurs marocains, a changé dans le temps et d'autre part si les stratégies d'importation d'étudiants des pays cités

ont elles aussi changé dans le temps. Par exemple, la politique de bourses distribuées aux ingénieurs marocains par le biais de la coopération française est différente si elle est comparée à celle d'il y a une quinzaine d'années. Et ce changement semble – à première vue – dépendre plutôt de l'existence de conflictualités internes, relatives au positionnement sur le marché scolaire local, entre ministères marocains - par exemple entre le Ministère de l'Education Nationale et les ministères de tutelle de certaines écoles d'ingénieurs (Ministère de l'Habitat, Ministère de l'Equipement et du transport, etc.) que de la coopération françaises elle-même.

La communication analysera aussi bien les stratégies des acteurs (usages socioprofessionnels des formations d'ingénieurs de base et des formations post diplôme poursuivies par les ingénieurs marocains à l'étranger et localement) que celles des pays d'accueil de ces acteurs et évidemment du Maroc.

Du point de vue méthodologique cette recherche repose sur :

- une étude longitudinale de type rétrospectif par questionnaire auprès de deux promotions d'ingénieurs marocains (1994 et 2000), issus d'un certain nombre d'écoles françaises et marocaines ;

- une étude basée sur des entretiens semi-directifs (n=45) auprès d'un échantillon d'ingénieurs marocains en poste au Maroc ;

- la collecte des données statistiques relatives à cinq des neuf promotions du MBA de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées de Paris qui a été délocalisé au Maroc, depuis maintenant dix ans (1998/2007), auprès de l'Ecole Hassania des Travaux Publics (EHTP), l'une des plus anciennes et prestigieuses écoles d'ingénieurs de ce pays.

## **26.Natalia SHMATKO**

Institut de Sociologie, Académie des sciences de Russie

### **La formation des business-élites russes : MBA et business-schools internationales contre formation universitaire classique en économie**

Les tendances à la mondialisation des études supérieures en Russie se font sentir pour l'essentiel à travers la formation des business-élites et des top-managers des grandes entreprises russes et transnationales situées sur le territoire russe. Pendant les cinq dernières années on constate une valeur croissante sur le marché russe du diplôme EMBA délivré par les nouvelles business-schools russes dont les programmes sont construits sur le modèle des écoles américaines et européennes et dont les enseignants sont pour la plupart des «gourous» occidentaux invités. Parmi les critères de sélection des étudiants dans ces écoles, le premier (au moins le premier déclaré) est une bonne maîtrise de l'anglais (écrit) qui devance même les connaissances théoriques et les expériences pratiques des candidats.

L'analyse des trajectoires de 1000 «tops» managers russes ayant le mieux réussi en 2007-2008, permet de cerner le rôle du capital étranger sous la forme de diplôme EMBA ou MBA généraliste. Il est à souligner que les business-schools de haut niveau sont estimées comme les viviers des «tops-managers», unis plutôt par le même mode de vie et de pensée que par des objectifs professionnels. Les prix

extrêmement élevés des études garantissent plus fortement l'homogénéité sociale des futurs «tops» que toute sélection par la formation universitaire classique.

### **27. Harouna SY**

Université Cheikh Anta Diop, Dakar

#### **Marché de l'enseignement supérieur sud-sud et nouvelles stratégies de reconnaissance sociale**

L'émergence d'un marché de l'enseignement supérieur dans les pays du Sud anciennement colonisés est née de la volonté des nouveaux Etats de développer leur embryon d'enseignement supérieur ou de créer des établissements pour ce type d'enseignement suite à une évaluation politique bousculée par une demande de plus en plus massive. L'élargissement de ce marché pour les élites de ces pays est l'effet de la coexistence de trois marchés spécifiques plus ou moins ouverts: le marché local, le marché sous régional et le marché des pays développés du Nord. Ces marchés inégaux sont spécifiés par l'existence, en chacun d'eux, d'établissements hiérarchisés et d'inégal prestige. Cette double dualité, interne et externe, constitue une condition d'existence d'une accessibilité différentielle et inégalitaire.

Ainsi élargi, le marché de l'enseignement supérieur pose le problème de la reconnaissance sociale des diplômés. Et on est fondé, en vertu de l'accessibilité différentielle et inégalitaire, à se demander si la reconnaissance sociale est l'effet du diplôme ou plutôt l'effet de la qualité statutaire du diplômé mesurée par son origine sociale. Ou bien l'effet de l'origine sociale a-t-il pour fonction de surdéterminer l'effet du titre et de l'établissement qui le délivre ? L'inscription dans les établissements de qualité et de réputation inférieures dans les pays étrangers correspond-elle pour les bacheliers moyens et d'origine sociale modeste ou défavorisée à des stratégies palliatives pour s'imposer à la reconnaissance sociale ?

Pour discuter de ce problème et des questions qu'il soulève, on se propose ici d'étudier un cas spécifique : les étudiants marocains inscrits en Faculté de médecine, pharmacie et odontostomatologie de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar.

### **28. Anne-Catherine WAGNER**

Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne

#### **Les nouvelles formes d'intervention des organisations internationales dans l'enseignement universitaire : l'exemple d'une formation à distance initiée par l'Unesco**

Les institutions multilatérales (Banque mondiale, UNESCO, Union européenne) prennent une part de plus en plus importante dans la réflexion et l'action sur les processus de réforme des politiques publiques en matière d'éducation. Si ces pressions s'exercent sur les pays du Nord comme sur ceux du Sud, elles prennent un tour spécifique dans les pays les plus dépendants de l'aide internationale. Comment concrètement s'imposent les visions « transnationales » de l'éducation dans les pays en développement ? Quels sont les relais et les passeurs qui portent la parole des institutions internationales ?

Il s'agira de donner des éléments de réponses à ces questions à partir de la présentation d'une enquête en cours sur la mise en place d'un programme d'enseignement à distance sur les nouvelles normes d'évaluation des systèmes éducatifs. Ce programme est conçu et dirigé par les bailleurs de fonds internationaux et destiné aux cadres des ministères de l'éducation de 10 pays africains. Il met en jeu une collaboration originale entre experts étrangers et universitaires locaux. Hébergé par l'université de Dakar, il est reconnu par les instances académiques comme un diplôme universitaire, délivrant un master. Ce dispositif exacerbe certaines tensions et luttes de concurrence entre les logiques de l'expertise et les logiques universitaires, entre normes internationales et principes d'autonomie nationale. La recherche repose sur le dépouillement des documents sur le programme et du matériel pédagogique, des entretiens auprès des concepteurs du programme, à l'UNESCO à Paris et à Dakar, et une enquête auprès des responsables et stagiaires africains.

### **29. Patrice YENGO**

Université de Kinshasa, République Démocratique du Congo

#### **Guerres civiles, migrations forcées et survie intellectuelle dans les conditions de l'exil**

Malgré un régime de parti unique particulièrement répressif, le Congo-Brazzaville est resté pendant longtemps un pays peu enclin à l'émigration, sans doute à cause de la relative stabilité que lui procurent les revenus pétroliers. Au milieu des années 1980, le phénomène de la « sape » vient révéler la concomitance de l'ajustement structurel et des premières vagues de migrants économiques. Il faudra attendre cependant l'éclatement de la guerre civile pour que le phénomène affecte les universitaires. Les déflagrations politiques et sociales survenues à l'échelle mondiale avec l'effondrement du bloc soviétique et la globalisation de l'économie comptent en effet parmi les grandes raisons des migrations forcées des universitaires africains. Pour ceux, intellectuels, enseignants et chercheurs, qui ont été pris dans la tourmente et consignés dans les zones de combat, l'exil constitue la première condition de leur survie physique. Ces nouveaux migrants, dont les destinations privilégiées sont l'Amérique du Nord et l'Europe, se sentent néanmoins dépréciés et déclassés une fois introduits dans un nouvel environnement universitaire. Si pour les uns, les changements d'horizon disciplinaire ou les bifurcations diverses sont autant de chemins qu'il paraît nécessaire d'emprunter pour survivre intellectuellement et préserver son statut, ce qui n'est pas sans conséquence quant à leur carrière, pour les autres, au contraire, l'affirmation de soi passe par un dépassement de leur condition originelle (au pays) en se sur-qualifiant.

Analysée à partir d'une douzaine d'expériences, cette dynamique permet de concevoir les conditions générales de la survie intellectuelle des universitaires congolais dans les conditions de l'exil.

### **30. Emmanuel YENSHU VUBO**

University of Buea, Cameroon

#### **Cameroon's Higher Education Reform in-between Political and Market Imperatives and Uniform Trends at International Level**

The dimension of Cameroon's university reform directed towards orientation has been torn between the twin imperatives of meeting the demands of its political option of biculturalism based on two received cultures (English, French) as reflected in the school system in general, the labour market and an interest in aligning the university system with transnational developments. As such, the first stage that ran from 1993 to 2006 witnessed a stress on two key concepts, namely respect for specific higher education traditions derived from the former colonial powers and the provision of a professional content to courses. A more recent trend which has come to be grafted to his process is the adoption of the LMD/BMD system as a replica of on-going changes within the European Union but supposedly as a policy option within the Economic Community of Central African States (CEMAC) that would make for student mobility. The principal question that paper hopes to address is that of understanding how the imperatives of respect for biculturalism match the demands of a single national job market and the dictates of a sub-regional integration scheme that is homogeneously French speaking and adopting uniform practices having origins in the Francophone sphere (in the likes of OHADA, CIMA Code, OCAM accounting, CFA monetary policies and practices). This is a question with far-reaching political undertones and implications for careers. A subsidiary question is that of relations to the school system in general that still adheres to the bifurcation dictated by the double heritage. The paper also hopes to argue that a protracted reform process has had varying impacts on quality of teaching, learning and the award of certificates.

### **31. ZHANG Lun**

Paris, France

#### **Réformer l'université : globalisation, pouvoir et marché**

#### **Une brève analyse du débat à propos de la réforme universitaire durant ces dernières années en Chine et l'impact de celle-ci sur la production de savoirs**

Depuis les années 90, la Chine a entrepris une série de réformes en vue de promouvoir ses universités au premier rang international ; ces réformes s'inscrivent, d'une part, dans un contexte de globalisation accélérée, d'autre part dans une transition postcommunisme sans précédent. Elles provoquent des débats virulents parmi les universitaires. A travers ces débats, plusieurs logiques se cristallisent, qui pourraient nous aider à mieux appréhender la particularité de ces réformes, et à voir comment le pouvoir s'associe étroitement avec le marché pour orienter la production du savoir et aussi comment le monde extérieur influence cette production. La communication proposera une analyse du contexte historique et des logiques qui conduisent les autorités à mener cette réforme universitaire largement copiée du modèle américain, - pouvoir, marché national et mondial -, et des débats des universitaires sur cette réforme, dont les principaux protagonistes sont connus, en s'appuyant sur des textes et des données statistiques.